GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1878 — ROMA — MERCOLEDÌ 29 MAGGIO — NUM. 126

ASSOCIAZIONI.

		Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	ROMA . . . . . . L.	11	21	40
	Per tutto il Regno „	13	25	48
Giornale senza Rendiconti	ROMA . . . . . . L.	9	17	32
	Per tutto il Regno „	10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separato, in Roma, cent. 15; per tutto il Regno cent. 20. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI.

Annunzi giudiziari, cent. 25; ogni altro avviso cent. 30, per ogni linea di colonna o spazio di linea.

AVVERTENZE. — Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono alla Tipografia EREDI BOTTA: in Roma, via della Missione, n. 3-A; in Torino, via delle Orfane, n. 7. — Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Uffizi Postali.

DIREZIONE: ROMA, Ministero dell'Interno.

AVVISO

I signori che desiderano di associarsi e quelli ai quali scade col 31 maggio 1878, e che intendono di rinnovare la loro associazione, sono pregati di farlo sollecitamente, per evitare ritardi od interruzioni nella spedizione del Giornale.

Raccomandasi di unire la fascia alle lettere di reclamo e di riconferma di associazione.

Le domande di associazione e di inserzione con vaglia postale in *piego affrancato* o con biglietti di Banca in *piego affrancato* e *raccomandato* od *assicurato*, debbono essere indirizzate esclusivamente all' AMMINISTRAZIONE della *Gazzetta Ufficiale*, in Roma, via della Missione, n. 3-A.

PARTE UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

Camera dei Deputati

Nella seduta di ieri, dopo di essersi data lettura di una proposta del deputato Polti, stata ammessa dagli Uffizi, per l'aggregazione dei comuni di Argegno e Pigra al mandamento di Castiglione d'Intelvi, vennero annunziate due interrogazioni dirette dai deputati Costantini e Borgnini al Ministro della Istruzione Pubblica, relativa la prima a' sussidi comunali pel liceo ginnasiale di Teramo, la seconda alla tassa per gli esami di licenza ne' Licei e negli Istituti tecnici comunali pareggiati; e vennero inoltre annunziate altre quattro interrogazioni dei deputati Razzaboni, Borruso, D'Ippolito, Ercole, riguardanti il bilancio definitivo pel 1878 del Ministero dei Lavori Pubblici, e quindi si proseguì la discussione de' capitoli variati di questo bilancio; intorno ad alcuni de' quali ragionarono i deputati Chimirri, Friscia, Damiani, Sella, La Porta, Cavalletto, Depretis, Morana, Di Rudinì, Minghetti e il Ministro dei Lavori Pubblici.

LEGGI E DECRETI

Il Num. 4384 (Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione al Trattato di commercio e di navigazione fra l'Italia e la Grecia, firmato ad Atene il 5|17 novembre 1877, le cui ratifiche vennero ivi scambiate il 4|16 maggio 1878.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 23 maggio 1878.

UMBERTO.

L. CORTI.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi des Hellènes, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui heureusement unissent les deux Nations, et de développer leurs bonnes relations de commerce et de navigation, ont résolu de conclure à cet effet un traité, et ont nommé pour Leurs plénipotentiaires respectifs:

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le comte Charles Maffei di Boglio, commandeur des Ordres des Saints Maurice e Lazare et de la Couronne d'Italie, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Hellènes;

Sa Majesté le Roi des Hellènes, M. Charilaüs Tricoupi, Son Ministre des Affaires Etrangères;

Lesquel, après avoir échangé leur plein-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Traité *de commerce et de navigation entre l'Italie et la Grèce.*

Art. 1. Il y aura entre l'Italie et la Grèce liberté réciproque de commerce et de navigation.

Art. 2. Les citoyens des deux Etats seront parfaitement assimilés aux nationaux pour tout ce qui regarde l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions, le payement des impôts, l'exercice des cultes, le droit d'acquérir et de disposer de toute propriété mobilière et immobilière, par achat, vente, donation, échange, testament et succession *ab intestato*.

Les citoyens des deux Etats pourront exporter librement leur propriété ou le produit de la vente, si elle a été vendue, sans être assujettis, à cause de l'exportation, à payer un droit quelconque comme étrangers, ni en général des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels les sujets du pays sont ou seront assujettis en pareille circonstance.

Les italiens en Grèce et les hellènes en Italie seront exempts tant du service militaire de terre ou de mer, que du service dans les gardes et milices nationales. Ils seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire ou municipale quelconque, ainsi que de toute prestation ou réquisition militaire et de toute contribution, soit pécuniaire, soit en nature, établie à titre d'équivalent du service personnel. Seront toutefois exceptées les charges qui sont attachés à la possession d'un bien-fonds ou d'un bail, et les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les sujets du pays peuvent être appelés à concourir comme propriétaires fonciers ou comme fermiers.

Les citoyens respectifs pourront dans le territoire de l'autre Etat exercer leur commerce, soit en personne, soit par l'intermédiaire d'agents de leur choix, sans être tenus pour cette raison à payer une indemnité ou rétribution quelconque, soit à des individus, soit à des corporations privilégiées, qui ne serait pas due par les nationaux eux-mêmes.

Art. 3. Seront respectés les habitations et magasins des citoyens de chacun des deux Etats contractants dans le territoire de l'autre, ainsi que tous les terrains qui en dépendent, servant, soit à la demeure, soit au commerce. S'il y avait lieu à faire une perquisition ou visite domiciliaire dans ces habitations et terrains, ou bien à inspecter ou visiter les livres, papiers ou comptes, il sera procédé à une telle mesure de la manière et autant que les lois du pays le permettent.

Les citoyens de chacun des deux Etats contractants auront dans le territoire de l'autre libre accès dans les tribunaux pour défendre ou poursuivre leurs droits. Ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et privilèges que les citoyens du pays, et seront comme ceux-ci libres de se servir en toute cause de leurs avocats, fondés de pouvoir ou agents pris parmi les personnes que les lois du pays autorisent à exercer cette expèce de profession.

Art. 4. Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les Compagnies et autres Associations commerciales, industrielles ou financières, constituées ou autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre, dans toute l'étendue des Etats de l'autre Puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois des dits Etats.

Art. 5. Toutes les marchandises et tout article de commerce produit du sol ou de l'industrie, soit des Etats de S. M. le Roi d'Italie, soit d'un autre pays quelconque, qui peuvent ou qui pourront être légalement importés dans les ports des Etats de S. M. le Roi des Hellènes par des citoyens ou par des navires helléniques, pourront également y être importés par des citoyens ou par des navires italiens, sans payer d'autres, ni de plus forts droits, de quelque expèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des Autorité locales, ou d'établissements particuliers, que si ces marchandises et articles de commerce étaient importés par des citoyens ou navires helléniques.

Et, réciproquement, toutes les marchandises et tout article de commerce produit du sol ou de l'industrie, soit des Etats de S. M. le Roi des Hellènes, soit d'un autre pays quelconque, qui peuvent ou qui pourront être légalement importés dans les ports des Etats de S. M. le Roi d'Italie par des citoyens ou par des navires italiens, pourront également y être importés par des sujets ou par des navires helléniques sans payer d'autres ni de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des Autorités locales ou d'établissements particuliers, que si ces marchandises et articles de commerce étaient importés par des citoyens ou navires italiens. Cette réciproque égalité de traitement aura son effet sans distinction de provenance, soit que la marchandise ou article de commerce arrive directement du pays de son origine, soit qu'il arrive de tout autre pays.

Art. 6. De la même manière il y aura parfaite égalité de traitement pour l'exportation, de sorte que les mêmes droits seront accordés, dans les Etats de chacune des deux Hautes Parties contractantes, à l'exportation d'un article quelconque qui peut ou qui pourra être légalement exporté, sans distinction que l'exportation se fasse par des citoyens ou des navires italiens ou par des citoyens ou des navires helléniques, et quelle qu'en soit la destination, soit pour un port ou un territoire de l'autre Partie contractante, soit pour un port ou un territoire d'une Puissance tierce quelconque.

Art. 7. Il y aura réciproquement la même égalité de traitement pour l'emmagasinage, pour le commerce de transit et pour la réexportation, ainsi que pour les primes, facilités et remboursement des droits, qui sont ou pourront être accordés par la législation de l'un ou de l'autre pays; l'intention et la volonté des deux Hautes Parties contractantes étant que le même traitement soit réciproquement et strictement appliqué, à cet égard, aux nationaux des deux pays.

Art. 8. Aucune prohibition ne frappera l'importation d'aucun article produit du sol ou de l'industrie des Etats de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, qui ne s'étende à l'importation du même article produit du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

De même, aucune prohibition ne frappera l'exportation d'un article quelconque des Etats de l'une des Parties contractantes vers les Etats de l'autre, qui ne s'étende à l'exportation du même article vers tout autre pays étranger.

Art. 9. Le commerce des citoyens respectifs ne subira aucune interruption, et ne pourra en aucune manière être atteint par le fait d'aucun monopole, contrat ou privilége exclusif de vente ou d'achat quelconque, de manière à ce que les citoyens de l'un des deux Etats aient dans l'autre faculté pleine et entière de vendre ou d'acheter partout où il leur plaira, et en toutes formes jugées plus convenables par le vendeur ou l'acheteur et sans être obligés de subir aucune conséquence de quelque monopole, contrat ou privilége exclusif, à l'exception de ceux existant sur des objets dont le commerce est réservé aux deux Gouvernements.

Art. 10. Le Gouvernement italien garantit que, dans aucun cas, les produits helléniques ne seront assujettis par les admi-

nistrations communales à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits du pays; et vice-versa, le Gouvernement hellénique garantit que dans aucun cas, les produits italiens ne seront assujettis par les administrations communales à un droit d'octroi ou de consommation autre ou plus élevé que celui auquel seront imposés les produits du pays.

Art. 11. Les articles d'orfévrerie et de bijouterie en or, en argent, platine ou autres métaux importés de l'un deux pays dans l'autre seront soumis, s'il y a lieu, au régime de contrôle établi pour les articles similaires de fabrication nationale et payeront sur la même base que ceux-ci les droits de marque et de garantie.

Art. 12. Les marchandises de toute nature, venant de l'un des deux Etats ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre Etat de tout droit de transit.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

Art. 13. Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillons et qui sont importés en Italie par des commis voyageurs de maisons helléniques, ou en Grèce par des commis voyageurs de maisons italiennes, seront de part et d'autre admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer le réexportation ou la réintégration en entrepôt.

Art. 14. Les citoyens de chacun des deux Etats contractants jouiront, dans le territoire de l'autre, de la même protection que les nationaux, pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou modèle industriel ou de fabrique ne peut avoir, au profit des italiens en Grèce, et réciproquement au profit des hellènes en Italie, une durée plus longue que celle fixée par la loi du pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique est du domaine public dans le pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les dispositions des deux paragraphes qui précèdent sont également applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les italiens ne pourront revendiquer en Grèce la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle, ou d'un dessin, s'ils ne se sont préalablement conformés aux lois et aux règlements sur cette matière qui sont ou seront en vigueur en Grèce.

Réciproquement, les hellènes ne pourront revendiquer dans le Royaume d'Italie la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle, ou d'un dessin, s'ils ne se sont préalablement conformés aux lois et aux règlements sur cette matière, qui sont ou seront en vigueur en Italie pour le dépôts, par les nationaux, des marques, modèles ou dessins.

Art. 15. Les navires italiens, tant à voiles qu'à vapeur, entrant dans un port de Grèce, et réciproquement les navires helléniques entrant dans un port d'Italie, et qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant, toutefois, aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

De la même manière, les navires respectifs pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, pour y composer ou compléter leur chargement, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareil cas, les bâtiments nationaux.

Art. 16. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes que les navires de chacune d'elles, tant à voiles qu'à vapeur, pourront exercer le commerce de cabotage entre tous les ports de l'autre, sans aucune exception, et sans payer d'autres ou plus forts droits que les navires nationaux.

Art. 17. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans le ports, rades, hâvres, bassins, fleuves, rivières ou canaux et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans l'un des deux Etats, aucun privilége, ni aucune faveur, qui ne le soit également aux navires de l'autre Puissance, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments italiens et les bâtiments helléniques soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 18. Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de fanaux, de quarantaine, de courtage, de balisage, de quai, ou autres charges qui pèsent, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, et sont perçus au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposés à l'arrivée, séjour et sortie dans les ports de l'un des deux pays aux bâtiments de l'autre, qui ne seraient pas également et dans les mêmes conditions imposés aux navires nationaux en général, l'intention des deux Hautes Parties contractantes étant qu'il n'existe dans leurs Etats, sous le rapport des droits mentionnés ci-dessus, aucun privilége ni aucune prérogative quelconque favorisant exclusivement le pavillon national au préjudice du pavillon de l'autre Partie contractante.

Cette égalité de traitement aura réciproquement son effet à l'égard des navires respectifs, de quelque part ou place qu'ils arrivent, et quelle que soit leur destination à leur départ.

Art. 19. Les capitains et les patrons des bâtiments italiens et helléniques seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les ports de la Grèce et respectivement de l'Italie, aux expéditionnaires officiels.

Art. 20. Seront complètement et réciproquement affranchis des droits de tonnage et d'expédition:

1. Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2. Les navires qui, passant d'un port des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

3. Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations de commerce. Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce le débarquement, le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un a tre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 21. Tout vaisseau de guerre ou navire marchand de l'une des Hautes Parties contractantes qui sera forcé par des tempêtes ou par quelque accident de se réfugier dans un port de l'autre, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer, sans payer d'autres droits que ceux qui seraient payés en pareil cas par un bâtiment national.

Si, cependant, le patron d'un navire marchand se trouvait dans

la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

S'il arrivait qu'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes fît naufrage, échouât ou soffrît quelque avarie sur les côtes de l'autre Partie contractante, celle-ci lui donnera toute assistance et protection, comme aux navires de sa propre nation, lui permettant, en cas de besoin, de déposer à terre ses marchandises, ou même de les transborder sur d'autres navires, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contribution quelconque, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure.

Le navire naufragé ou échoué et toutes ses parties ou débris, ses provisions et gréements, et tous les biens et marchandises qui en auront été sauvés, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, de même que tous les papiers trouvés à bord d'un tel navire, seront remis aux propriétaires ou à leurs agents sur leur réclamation.

A défaut de propriétaire ou d'agent sur les lieux, cette remise se fera entre les mains du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire italien ou hellénique dans le district duquel le naufrage ou échouement aura eu lieu.

Les dits consuls, propriétaires ou agents ne payeront que les frais occasionnés par le sauvetage et par la conservation des objets sauvés.

Toutes les opérations relatives au sauvetage du bâtiment naufragé, échoué ou abandonné seront dirigées par les consuls et agents consulaires de la nation à laquelle appartient le navire. Les autorités locales feront connaître le naufrage au consul respectif et n'interviendront que pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des personnes employées au sauvetage, si elles sont étrangères aux équipages des bâtiments naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à prendre pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée du consul ou agent consulaire, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus, et la conservation des effets naufragés.

Art. 22. Les bâtiments de guerre de l'une des deux Puissances contractantes pourront entrer, séjourner, se radouber dans ceux des ports de l'autre dont l'accès est accordé aux bâtiments de guerre de la nation la plus favorisée; ils seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et exemptions.

Art. 23. Les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas recevoir de pirates dans les ports, baies, ancrages de leurs Etats et d'appliquer l'entière rigueur des lois contre toutes les personnes connues pour être des pirates et contre tous les individus résidant dans leurs Etats qui seraient convaincus de connivence ou complicité avec elles. Tous les navires et cargaisons appartenant à des citoyens des Hautes Parties contractantes, que les pirates prendraient ou conduiraient dans les ports de l'une ou de l'autre, seront restitués à leurs propriétaires ou à leurs fondés de pouvoir dûment autorisés, s'ils prouvent l'identité de la propriété, et la restitution aura lieu même quand l'article réclamé serait entre les mains d'un tiers, pourvu qu'il soit prouvé que l'acquéreur savait ou pouvait savoir que le dit article provenait de piraterie.

Art. 24. Les consuls et autres agents consulaires respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leurs pays, les matelots qui auraient déserté d'un bâtiment de leur nation dans un des ports de l'autre.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront, par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée des régistres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réellement faisaient partie du dit équipage.

Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise ne pourra être refusée. Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation des dits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays à la réquisition et aux frais des consuls et autres agents consulaires, jusqu'à ce que ces consuls ou agents consulaires aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se trouvait pas dans le délai de trois mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins sujets de l'autre Partie seront exceptés de la presente disposition, a moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du consul ou de l'agent consulaire, qu'après que le tribunal, qui a droit d'en connaître, aura rendu son jugement et que celui-ci aura eu son effet.

Art. 25. Tous les navires qui, en conformité des lois du Royaume d'Italie, doivent être considérés comme navires italiens, et tous les navires qui, en conformité des lois du Royaume de Grèce, doivent être considérés comme navires helléniques, seront pour l'application du présent traité considérés respectivement comme navires italiens ou helléniques.

Pour déterminer la capacité des bâtiments seront considérées suffisantes les patentes de jaugeage valables d'après la législation du pays auquel ils appartiennent, sauf la réduction des mesures, quand'il s'agit de l'application des droits de navigation ou de port dans l'autre Etat.

Les deux Gouvernements s'engagent, d'ailleurs, à établir, par un accord ultérieur, un système de jaugeage uniforme pour les bâtiments des deux pays.

Art. 26. Il sera libre à chacune des Hautes Parties contractantes d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans le villes et ports des Etats de l'autre.

Ces agents seront réciproquement admis et reconnus en présentant leurs provision selon les règles et formalités établies dans les pays respectifs.

L'*exequatur* nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera delivré sans frais.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs jouiront réciproquement de toutes les immunités, droits, privilèges et exemptions accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Art. 27. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou de tout abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation, que l'une d'elle a accordé ou pourrait accorder à l'avenir à une tierce puissance, et ceci en même temps qu'elle les met en vigueur pour cette tierce puissance et de plein droit.

Art. 28. Le présent traité sera soumis à l'approbation des Parlements respectifs des deux pays.

Art. 29. Le présent traité restera en vigueur pendant dix ans à dater de l'échange des ratifications, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des deux Hautes Parties contractantes aura notifié officiellement à l'autre son intention d'en faire cesser l'effet, chachune des Hautes Parties contractantes se réservant le droit de faire cette notification à l'autre à l'expiration des dix premières années, ou à toute époque postérieure.

Art. 30. Les stipulations qui précèdent seront exécutoires dans les deux Etats immédiatement après l'échange des ratifications.

Art. 31. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Athènes le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Athènes, en double expédition, le 5/17 novembre mil huit cent soixante dix sept.

MAFFEI. (L. S.)
CH. TRICOUPI. (L. S.)

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il Regio decreto 26 gennaio 1873, col quale, in base alla legge 3 febbraio 1871, n. 33, fu espropriata per causa di utilità pubblica e per servizio del Governo la Casa dei Gesuiti a S. Eusebio in Roma;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato pei Lavori Pubblici,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Dall'espropriazione seguita col succitato Regio decreto 26 gennaio 1873 è esclusa la chiesa che nel tipo annesso allo stesso Regio decreto è segnata col numero di mappa 197.

Il Nostro Ministro Segretario di Stato predetto è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 19 maggio 1878.

UMBERTO.

A. BACCARINI.

GIUNTA D'INCHIESTA

SULL'AMMINISTRAZIONE DEL COMUNE DI FIRENZE

S. M. *con R. decreto del 23 corrente mese di maggio ha nominato membri della Giunta d'inchiesta sull'amministrazione del comune di Firenze i signori:*

Cantoni comm. dott. Carlo, ispettore generale presso il Ministero delle Finanze;

Imperatori comm. ing. Giovacchino, ispettore del Genio civile presso il Ministero dei Lavori Pubblici;

Caravaggio comm. avv. Evandro, ispettore generale presso il Ministero dell'Interno.

La Giunta d'inchiesta pre etta risultò pertanto composta

Dei signori Senatori del Regno:

Lampertico comm. dott. Fedele;
Saracco comm. Giuseppe;
Brioschi prof. comm. Francesco;
Torre di Caprara comm. conte Carlo;
Verga comm. Carlo;
Casati comm. conte Luigi Agostino.

Dei signori deputati:

Billia avv. Gio. Battista;
Ferracciù avv. Nicolò;
Taiani comm. avv. Diego;
Lovito comm. avv. Francesco;
Piccoli dott. Francesco;
Alvisi comm. dott. Giacomo Giuseppe.

E dei signori:

Cantoni comm. dott. Carlo, ispettore generale presso il Ministero delle Finanze;

Imperatori comm. ing. Giovacchino, ispettore del Genio civile presso il Ministero dei Lavori Pubblici;

Caravaggio comm. avv. Evandro, ispettore generale presso il Ministero dell'Interno.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 p. 0[0, cioè: n. 118033 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al n. 1433 della soppressa Direzione di Milano), per lire 80; n. 164044 (n. 47444 Milano), per lire 5, al nome della Massa concorsuale dei creditori verso gli oberati Francesco, Domenico e Giuseppe Nasoni per 3/4, e di Nasoni Maria, Teresa, maggiorenni, Antonio, *Giuseppe*, Domenico, Erminia, Carolina, Luigia, Vincenzo ed Antonia, minori, figli ed eredi del fu Paolo Nasoni e Cardinali Rosa vedª Nasoni; — n. 164040 (già n. 47440), di lire 5; n. 164041 (già n. 47441), di lire 5; n. 118015 (già num. 1415), di lire 840; n. 118016 (già n. 1416), di lire 55; n. 118017 (già n. 1417, di lire 25; n. 118018 (già n. 1418), di lire 95; num. 118019 (già n. 1419), di lire 5; n. 118025 (già n. 1425), di lire 155, al nome dei figli ed eredi del fu Paolo Nasone, cioè Maria, Teresa, maggiori, Antonio, *Giuseppe*, Domenico, Erminia, Carolina, Luigia, Vincenzo ed Antonia od *Antonio*, minori, e Cardinali Rosa vedova Nasone, furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi rispettivamente alla Massa concorsuale dei creditori verso gli oberati Francesco, Domenico e Giuseppe Nasoni ed ai figli ed eredi del fu Paolo *Nasoni*, cioè Maria, Teresa, maggiorenni, Antonio, *Giuseppa*, Domenico, Erminia, Carolina, Luigia, Vincenzo ed *Antonia*, minori, e Cardinali Rosa vedova Nasone, veri proprietari delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Firenze, il 16 maggio 1878.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 0[0, cioè: N. 332521 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al num. 149581 della soppressa Direzione di Napoli), per lire 200, al nome di Squillace *Francesco-Paolo, Antonio-Maria, Carmina-Maria*, Anna-Maria e Maria fu Raimondo, minori, sotto l'amministrazione del signor Francesco De Simone, domiciliato in Napoli; — e n. 333986, corrispondente al n. 151046 di detta Direzione di Napoli per lire 355, al nome di Squillace *Francesco-Paolo, Antonio, Maria*, Anna-Maria e Carmelo fu Rai-

mondo, minori, sotto l'amministrazione di detto De Simone, vennero così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Squillace *Francesco*, *Antonio*, *Maria*, *Anna Maria* e Carmelo fu Raimondo, minori, sotto l'amministrazione, ecc., ecc., veri proprietari delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Firenze, il 16 maggio 1878.

Per il Direttore Generale: Ferrero.

AMMINISTRAZIONE DEL LOTTO PUBBLICO

Bollettini *officiali delle estrazioni del lotto seguite il* 25 *maggio* 1878, *con l'intervento dei funzionari designati dall'articolo* 22 *del decreto Reale* 5 *novembre* 1863, *n.* 1534.

Torino	5	33	83	90	44
Milano	47	78	43	24	53
Venezia	86	85	52	20	14
Bari	64	45	12	65	38
Palermo	25	35	51	18	23

CONSIGLIO SCOLASTICO
DELLA PROVINCIA DI PARMA

Avviso di concorso.

Nel R. Collegio di S. Orsola di questa città sono vacanti due posti gratuiti governativi, pei quali si apre il concorso colle seguenti norme e condizioni:

Ogni concorrente dovrà presentare, non più tardi del giorno 10 luglio p. v., all'uffizio del R. provveditore agli studi, presso questa Prefettura, la relativa domanda in carta bollata da cent. 50 corredata dei seguenti documenti:

1° L'atto di nascita, debitamente legalizzato, da cui risulti che che la giovinetta ha compiuta l'età d'anni sei, ma non ha oltrepassata quella di dieci.

2° L'attestato di vaccinazione o di sofferto vaiuolo.

3° Il certificato medico, che provi essere la concorrente di sana costituzione e non affetta da malattie attaccaticcie.

4° L'atto municipale di notorietà, che dichiari la condizione della famiglia, il numero delle persone che la compongono e quanto essa possiede.

5° Il certificato, ove ne sia il caso, degli studi fatti dalla aspirante.

6° Ogni altro documento, che dalla famiglia si giudichi titolo apprezzabile pel conseguimento del posto.

Le alunne graziate dovranno a spese delle proprie famiglie fornirsi del corredo personale, che verrà indicato dalla direttrice del Collegio suddetto e così sostenere le spese necessarie per la conservazione dello stesso.

Parma, 10 maggio 1878.

Il Prefetto presidente: Campi.

R. UNIVERSITA' DI BOLOGNA

Concorso *per titoli al posto di medico assistente nella Regia Scuola di ostetricia.*

Veduto il regolamento delle Scuole di ostetricia per le aspiranti levatrici, approvato con Regio decreto 10 febbraio 1876;

Veduto quanto dispone l'art. 8 del detto regolamento,

È aperto il concorso per titoli al posto di medico assistente in questa Scuola.

Le domande e i titoli dovranno dirigersi e giungere alla Direzione della Scuola non più tardi della fine di giugno 1878.

L'assistente ha lo stipendio di lire 1000, più l'annua gratificazione di lire 200 per la direzione da darsi alle levatrici nello studio dell'ostetricia. Esso verrà nominato per un biennio, ma può essere confermato, sentita la Direzione della Scuola. Le conferme successive possono farsi per la durata di 8 anni.

Bologna, addì 16 maggio 1878.

Il Direttore della Scuola
Carlo Massarenti.

Visto: *Il Rettore della R. Università di Bologna*
Magni.

Concorso *per titoli al posto di levatrice nella Regia Scuola di ostetricia.*

Veduto il regolamento delle Scuole di ostetricia per le aspiranti levatrici, approvato con Regio decreto 10 febbraio 1876;

Veduto quanto dispone l'art. 8 del detto regolamento,

È aperto il concorso per titoli al posto di levatrice in questa Scuola.

Le domande e i titoli dovranno dirigersi e giungere alla Direzione della Scuola non più tardi della fine di giugno 1878.

La levatrice ha lo stipendio di lire 760 oltre l'alloggio. Essa verrà nominata per un biennio, ma può essere confermata, sentita la Direzione della Scuola.

Le conferme successive possono farsi per la durata di 8 anni.

Bologna, addì 16 maggio 1878.

Il Direttore della Scuola
Carlo Massarenti

Visto: *Il Rettore della R. Università di Bologna*
Magni.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Il *Foreign Office* ha fatto pubblicare a Londra una voluminosa corrispondenza circa le pretese motivate dal trattato di Santo Stefano. Eccone l'analisi:

Il 4 marzo il signor Layard ha fatto pervenire al ministero degli affari esteri una memoria che gli era stata trasmessa dai principali proprietari mussulmani del distretto di Filippopoli. I firmatari dopo essersi in generale doluti della manomissione della proprietà e del massacro dei mussulmani di Romelia perpetrato dai Bulgari, soggiungono: « Il nostro scopo è semplicemente quello di render noto che noi non vogliamo essere spogliati della nostra nazionalità, nè della nostra proprietà, nè esposti alle vicende alle quali sono soggetti i mussulmani della Moldavia, della Valacchia, della Serbia, della Morea e del Caucaso. Noi chiediamo delle garanzie efficaci per la protezione delle nostre vite, delle nostre proprietà, del nostro onore, sotto l'impero della autonomia giustificata dalla maggioranza di razza e che non ha nulla di comune con quella proposta dalla Conferenza. »

Addì 25 dello stesso mese l'ambasciatore britannico inviò a Londra una seconda memoria di alcuni rappresentanti della popolazione mussulmana di Romelia, nella quale memoria si protesta contro la incorporazione della detta popolazione nel nuovo principato bulgaro.

I distretti rappresentati dalla detta protesta forniscono circa 8000 soldati, e il documento in parola termina così: " Noi, abitanti mussulmani della provincia, desideriamo che ci liberiate dal giogo tirannico dei russi e dei bulgari. „

L'11 marzo il viceconsole di Filippopoli spedì un dispaccio statogli trasmesso dai greci di quella città per protestare contro l'annessione del loro distretto al nuovo Principato bulgaro.

Il 27 marzo il signor Layard mandò copia della lettera indirizzatagli dal signor Matteostan, il *vekil*, o rappresentante ufficiale dei protestanti residenti in Turchia, nella quale lettera il predetto signore chiede l'assis enza dell'Inghilterra per esporre al Congresso la situazione dei protestanti e perchè nelle future Convenzioni si stipuli la tolleranza religiosa in loro favore. La lettera aggiunge che non vi possono mai essere precauzioni soverchie contro lo spirito di persecuzione dei bulgari contro tutti coloro che non dividono le loro credenze.

Una relazione in data 20 marzo del sig. Barker, funzionante da console a Salonicco, dice che la popolazione mussumana di Drama ha pregato un negoziante inglese di recarsi a Costantinopoli onde presentare al signor Layard una petizione nella quale gli abitanti di Drama avendo saputo che si tratta di annettere la loro città ed il loro sangiaccato al nuovo principato di Bulgaria, chiedono di divenire sudditi britannici, non volendo accettare nè la dominazione russa nè la bulgara.

Il signor Layard annunzia che un albanese influente sostiene che gli albanesi insistono di aver diritto ad una costituzione autonoma e ad una indipendenza sostanziale. Essi protestano contro la intenzione della Russia di assoggettarli alla dominazione bulgara. Protestano che non cesseranno di combattere contro i bulgari casocchè questi diventassero padroni della loro provincia a motivo che si reputano di una razza inferiore alla loro. Tanto i cristiani che i mussulmani sono d'accordo in questo sentimento. Ora per proteggere il governo bulgaro contro la popolazione albanese occorrerebbe la presenza costante nell'Albania di un corpo di 100 mila uomini.

Il 1° aprile una deputazione di mussulmani, rappresentante la popolazione turca dei principali distretti della Bulgaria e della Rumelia occupati dai russi, ha consegnato al signor Layard una petizione diretta alla regina d'Inghilterra. La petizione protesta energicamente contro uno stato di cose il quale conferirebbe dei diritti civili e politici ai soli bulgari, escludendone i mussulmani, i greci, gli armeni, gli ebrei ed altri che pure costituiscono la maggioranza delle popolazioni di quelle provincie.

Il viceconsole Rophy ha inviato da Burgas un appello di 20 mila mussulmani, i quali dichiarano di essere quotidianamente attaccati, derubati, violentati, ed esprimono l'intendimento fermissimo di abbandonare il paese piuttosto che rassegnarsi alla dominazione russa o bulgara.

Dal signor Layard fu spedita un'altra rimostranza del signor Aristocles, presidente del Sillogo ellenico di Costantinopoli, e del signor Vassiades, presidente del Sillogo dell'Epiro, relativa alle popolazioni greche del territorio compreso nel nuovo principato bulgaro. Questi signori, a nome dei loro concittadini, domandano l'intervento del governo inglese contro la dominazione che si pretende di imporre loro. Aggiungono che questa dominazione sarebbe la rovina del paese.

Esiste anche una protesta dei greci di Macedonia contro l'annessione di quella provincia al nuovo principato.

Da Trebisonda il viceconsole Biliotti scrisse che le popolazioni del Lazistan sono disposte ad abbandonare il loro paese piuttosto che assoggettarsi alla dominazione dei russi, e che sperano che la Gran Bretagna li salverà dal crudele sagrifizio.

Nel ricevere un dispaccio che gli annunziava come i delegati Lazi avevano dichiarato di essere sotto la protezione dell'Inghilterra e di voler inalberare la bandiera inglese, il signor Layard ha telegrafato al viceconsole di non incoraggiare queste disposizioni ostili ai russi, dichiarando che l'ambasciatore inglese non poteva estendere loro la protezione del suo governo.

A ciò rispose il viceconsole che l'opinione generale, opinione che egli divideva, era che i *Lazi* lotterebbero disperatamente onde impedire l'annessione della loro provincia e che la lotta continuerebbe ad oltranza anche se i russi avessero occupata la provincia.

La corrispondenza che abbiamo compendiata contiene una quantità di altre proteste e petizioni nello stesso senso emanate dalle popolazioni di Anatolia, di Batum, di Trebisonda, dell'Armenia, di Scutari, di Goussinié, di Plava, di Berani, di Ganichi, delle montagne del nord dell'Albania, di Dibra, di Monastir, ecc., ecc.

I giornali di Londra recano il testo della lettera scritta dal marchese di Salisbury al duca di Westminster per scusarsi di non credere opportuno di ricevere una Deputazione che avrebbe dovuto parlargli della quistione orientale. Il marchese di Salisbury dice che ogni comunicazione in proposito sarà fatta al Parlamento, e che ogni argomento contro la politica del governo, meglio assai che in una privata conferenza, potrà venire addotto davanti alle Camere.

I giornali viennesi in generale credono alla prossima riunione del Congresso; non tutti però ammettono come certo il buon successo del medesimo.

L'*Abendpost*, edizione serale della gazzetta ufficiale di Vienna, constata che le favorevoli notizie sulla missione Schouwaloff giunte da Londra ebbero una conferma indiretta nel linguaggio della stampa ufficiale russa, ma aggiunge nulla sapersi ancora di positivo sul merito delle concessioni fatte dal governo russo.

La *Presse* opina che, rinascendo la speranza del Congresso, si deve necessariamente ritenere che le ulteriori trattative non si limiteranno agli interessi anglo-russi soltanto. " Il momento, dice la *Presse*, in cui si comincerà a discutere della pace, sarà per l'Austria molto più serio che non lo sarebbe quello in cui scoppiasse la guerra. Il Congresso presenta prospettive di pace, è vero, ma sarebbe troppo arrischiato il dare per sicuro fino da ora che la pace sarà indubbiamente il risultato finale del Congresso. „

La *Deutsche Zeitung* crede invece che se si riesci ad un

accordo fra la Russia e l'Inghilterra per riunire il Congresso, questo deve necessariamente condurre alla pace.

La *Tages Presse* esamina la situazione dal punto di vista austriaco e dice che, se il Congresso riesce a risolvere pacificamente la quistione orientale, l'Austria potrà esaurire il suo cómpito, ma deve però tenersi pronta anche pel caso contrario.

La *Neue Freie Presse* constata il dubbio e l'incertezza che durano tuttora e si conforta soltanto coll'idea che fra breve si dovrà prendere una decisione.

In relazione all'occupazione dell'isola fortificata di Ada-Kalé da parte delle truppe austriache, il *Fremdenblatt* di Vienna scrive quanto appresso:

" L'amichevole accordo stretto dal nostro governo colla Sublime Porta per l'occupazione di Ada-Kalé sta in piena armonia colla politica che l'Austria-Ungheria ha seguito fino dal momento in cui è divampata l'insurrezione nell'Erzegovina. Quanto il nostro ufficio degli esteri fu contrario ad una politica che avesse avuto in mira la divisione della Turchia, altrettanto era risoluto ad impedire che nei mutamenti eventuali si creassero dei fatti compiuti i quali potessero essere considerati come precedenti pregiudizievoli agli interessi dell'Austria-Ungheria nella nuova sistemazione dell'Oriente. I rapporti della nostra monarchia con Ada-Kalé rappresentano in piccolo i nostri rapporti con la Bosnia, l'Erzegovina e l'Albania. I nostri sforzi erano diretti innanzi tutto a stabilire in quei territori turchi, di concerto colla Sublime Porta, delle condizioni che garantissero la sicurezza e l'ordine; ma in pari tempo non fu lasciato dubbio su ciò che se non bastava l'autorità turca, l'Austria-Ungheria dovesse assumere le veci della Porta. Questo è accaduto ora nel modo più pacifico nell'isola danubiana fra i territori serbo e rumeno, epperò un avvenimento in apparenza meschino assume un'importanza capitale. E noi non saremo certamente tacciati di troppo ottimismo se in ciò ravvisiamo un buon presagio per l'ulteriore svolgimento della crisi orientale in rapporto coi nostri interessi. "

A proposito delle sottoscrizioni aperte in Russia per una flotta volontaria, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* di Berlino scrive quanto appresso:

" Di fronte alla potenza marittima dell'Inghilterra, la Russia non ha nessun motivo di disapprovare l'entusiasmo patriottico e lo slancio del sentimento nazionale il quale mira, con offerte volontarie, a colmare una lacuna nel sistema della difesa del paese. Noi crediamo anzi che l'accrescimento della forza difensiva marittima della Russia, lungi dall'incagliare i negoziati, non possa che promuoverli, perocchè dimostrerà chiaramente a coloro che in Inghilterra si oppongono ad un accordo pacifico, i pericoli e l'estensione di una guerra che l'Inghilterra non ha forse alcun motivo di temere, ma che di certo non ha alcuna ragione di desiderare. "

Scrivono per telegrafo da Costantinopoli al *Times* che il generale Totleben, desiderando di evitare ogni pericolo di collisione fra i due eserciti turco e russo, ha proposto alla Porta, per mezzo dell'ambasciatore russo, principe Labanoff, la nomina di una Commissione la quale sia incaricata di determinare una nuova linea di demarcazione e di intendersi sulle disposizioni che nelle circostanze presenti valessero ad assicurare il mantenimento della pace. Il generale russo ha espresso l'avviso che i due eserciti debbano osservare rigorosamente le regole militari per ciò che riguarda il passaggio delle linee e lo scambio di comunicazioni.

Questa proposta essendo stata accettata dalla Porta, Mehemet-Alì pascià ed altri generali turchi hanno conferito il 24 maggio coi generali di divisione russi. In questa riunione fu fissata la nuova linea e furono stabilite certe norme che dovranno essere rigorosamente osservate.

Le relazioni fra le truppe russe e turche, dice il corrispondente del *Times*, sono eccellenti; le truppe fraternizzano costantemente, ma, ad avviso di coloro che sono meglio in grado di giudicare la situazione, esse dovrebbero essere più distanti le une dalle altre.

L'*Osservatore Triestino* ha le seguenti notizie dalle Indie:

L'ultima posta ci reca i ragguagli sulla partenza della seconda parte della spedizione di truppe per Suez. Essa era composta dei vapori *Nankin*, *Bangalore*, *Canara*, *Marina*, *Suez*, *Macedonia* e *Trinacria*, e dei velieri *Barone Colasay*, *St. Mildred*, *Narcissus*, *Kilkerran*, *Bramblety*, *ArosBay*, *Citadel* e *Seaforth*, che trasportarono il reggimento n. 9 di infanteria di Bombay, e 2 reggimenti di cavalleria leggiera di Bombay, 2 compagnie di zappatori e minatori, il reggimento n. 26 d'infanteria indigena e il reggimento n. 9di cavalleria del Bengal. — Il vapore da guerra *Spartan* giunto a Bombay appena il 4 di maggio, partì il 5 per raggiungere la spedizione, dovendo accompagnarla sino a Suez. L'inbarco di tutta la spedizione seguì con tanta sollecitudine ed esattezza sotto la direzione del governatore di Bombay, sir R. Temple, che il vicerè si trovò indotto ad esprimere per telegrafo al governatore la cordiale riconoscenza del governo delle Indie. Alla partenza della posta non erano ancora stati noleggiati altri bastimenti pel trasporto di truppe, sebbene si parlasse che vari altri reggimenti indigeni avessero ricevuto ordine di tenersi pronti per l'imbarco, e che il governo stesse combinando a tal uopo cogli agenti della *Compagnia Ducal* le opportune misure per mettere in caso di bisogno tutti i suoi vapori a disposizione del governo. L'entusiasmo delle truppe, secondo i fogli delle Indie, era grande.

TELEGRAMMI
(AGENZIA STEFANI)

Londra, 28. — Il *Daily News* ha da Pietroburgo:

« Il Congresso stabilirà i principii generali della pace, quindi una conferenza degli ambasciatori avrà luogo a Costantinopoli. »

Lo stesso *Daily News* ha da Vienna:

« Il Congresso si servirà del trattato di Santo Stefano puramente come un programma che esprime le vedute della Russia. Si farà un trattato completamente nuovo. »

Lo stesso giornale ha da Pest:

« A Belgrado una folla ruppe i vetri del palazzo del Principe ed acclamò Karageorgevich. »

Parigi, 28. — Il Presidente della Repubblica, ricevendo ieri i delegati del Congresso postale, fece voti affinchè l'unione uni-

versale postale sia presto seguita nell'ordine economico da unioni della stessa natura, destinate a cementare la solidarietà e la fratellanza delle nazioni.

Il dottor Stephan, direttore generale delle poste tedesche, nella sua risposta constatò che il popolo francese si è completamente dedicato ai lavori pacifici, e terminò col grido di: « Viva la Francia, » che fu ripetuto da tutti gli astanti, in mezzo agli applausi.

Vienna, 28. — La *Corrispondenza Politica* ha da Pietroburgo:

« Nulla è ancora fissato riguardo al luogo e alla data della riunione del Congresso. »

La stessa *Corrispondenza* ha da Berlino:

« È smentita la notizia che sieno stati diggià spediti gli inviti pel Congresso. La partenza dell'Imperatore per Ems, che era fissata per l'11 giugno, fu aggiornata. »

Versailles. 28. — *Seduta del Senato*. — Discutesi il progetto relativo alla creazione della nuova rendita 3 0|0 ammortizzabile, per il riscatto delle strade ferrate.

Chesnelong, della destra, combatte il progetto, e domanda che la discussione sia aggiornata.

Say combatte l'aggiornamento, e dà alcune spiegazioni sulla situazione, la quale è eccellente. Infatti il bilancio del 1878 è in equilibrio, e quello del 1879 presenta un eccedente.

La proposta di Chesnelong, relativa all'aggiornamento, è respinta con 161 voto contro 99.

Approvansi gli articoli del progetto e si decide di passare alla seconda lettura.

Seduta della Camera. — Bouchet interroga Waddington sulla situazione dei nazionali nel Venezuela, i quali, essendo creditori del governo, non solo non furono pagati, ma vennero invece maltrattati.

Waddington riconosce l'esattezza di questi fatti, e dice che il console è partito recentemente con istruzioni definitive, e quando sarà giunta la risposta del console, il governo prenderà una decisione.

Berlet presenta la relazione del trattato di commercio tra la Francia e l'Italia. Dietro sua domanda, il progetto è dichiarato d'urgenza ed è posto all'ordine del giorno di lunedì.

Costantinopoli, 28. — Il primo ministro Sadyk pascià fu destituito.

Mehemet Ruchdi pascià lo rimpiazza col titolo di gran vizir.

Pietroburgo, 28. — L'*Agenzia Russa* dice: I telegrammi dei giornali sulla data della riunione, il modo della convocazione e l'aggiornamento del Congresso sono ipotetici. I gabinetti furono interrogati privatamente sulla convenienza della data dell'11 giugno, ma essa non fu ancora fissata, nè gli inviti furono spediti. Le trattative preliminari fra i governi sono confidenziali, quindi non si possono fare che supposizioni.

La famiglia imperiale è partita per Tsarskoe.

Il generale Ignatieff è partito in congedo per Kiew.

Vienna, 28. — Il conte Andrassy lesse alle due Delegazioni una dichiarazione, nella quale espose i motivi dell'impiego effettivo di una parte del credito accordato al governo.

La monarchia, egli disse, non può moralmente divenire dipendente da altri Stati; possono sorgere complicazioni che minaccino gli interessi austriaci, anche se sarà stabilito un accordo sulle quistioni europee; il governo ha intenzione di rinforzare prima di tutto le truppe nella Dalmazia e nella Transilvania, ed assicurare la comunicazioni per l'eventualità di uno sviluppo delle forze militari; la riunione del Congresso è in prospettiva; il governo parte dal punto di vista di lavorare per la pace e di tutelare gl'interessi della monarchia.

Il conte Andrassy constatò che la politica del governo non ha subito alcun cambiamento, e pregò le Delegazioni di prendere atto dell'impiego del credito.

La Delegazione ungherese prese atto di questa dichiarazione; la Delegazione austriaca decise di rinviarla alla Commissione.

R. ISTITUTO LOMBARDO DI SCIENZE E LETTERE

Adunanza del 25 aprile 1878.

Presidenza del conte Carlo Belgiojoso, presidente.

Il s. c. dottor Carlo Zucchi lesse un esame di appunti fatti alla Commissione dell'Istituto pel conferimento del premio sul tema: *Programma di un ospedale per le malattie contagiose, adatto alla città di Milano*. In quel concorso non fu conferito il premio a nessuna delle quattro Memorie presentate; venne però il premio stesso diviso in parti eguali sopra tre delle Memorie di concorso, a titolo di incoraggiamento. Gli autori di una di queste Memorie, anzi della migliore, i signori dott. Luigi Pagliani ed ing. Cesare Abbati, la fecero di pubblica ragione, seguita da una breve *Annotazione*; cercando di combattere i motivi pei quali la Commissione non credette di poter loro aggiudicare il premio. Qual relatore della Commissione, il dott. Zucchi prese a dimostrare, con fatti, schiarimenti ed argomentazioni, il nessun valore degli appunti in quella *Annotazione* esposti.

Il s. c. prof. Giuseppe Mongeri lesse la terza parte delle sue considerazioni sulla *questione dei restauri nell'arte*; e trattando in particolar modo della scultura, ricordò come i primi ristauri, dettati specialmente dal senso estetico, mai dal senso critico, siano riusciti esiziali ai monumenti che si volevano conservare; come questo malvezzo siasi continuato fino al principio del corrente secolo, ma che dal secondo decennio si è entrati nella persuasione della conservazione pura e semplice degli oggetti quali vennero trovati; mostrando a prova, che non si sono che compromessi e non si possano compromettere con aggiunte, modificazioni, puliture, denudamenti, o altro qualsiasi, che spogli l'oggetto dai segni che ne autenticano l'antichità originale.

Il m. e. prof. Sante Garovaglio, in continuazione agli studi fatti insieme al dott. Cattaneo, sulle dominanti malattie della vite, presentò al Corpo Accademico una terza Memoria, che tratta di quell'affezione del prezioso vegetale, volgarmente conosciuta col nome di *Picchiola* o *Vajolo*. Gli autori accennano dapprima alla storia della malattia, indubbiamente d'antichissima origine, quantunque nelle opere degli ampelografi e fitopatologi non se ne faccia distinta menzione, se non nei tempi a noi più vicini: passano quindi a descriverla più minutamente seguendola in tutti gli stadi delle svariate e complesse sue manifestazioni, ne ricercano la causa prossima, che eglino con altri botanici attribuiscono alla malefica azione di un parassita vegetale, la *Ramularia Meyeni*, di cui offrono una succinta descrizione illustrata da acconci disegni.

Il m. e. prof. Andrea Verga prendendo occasione da un recente lavoro del signor dott. Paolo Morcan (di Tours), sulla pazzia gelosa, osservò che molti mali che si sogliono attribuire all'amore, derivano invece dalla gelosia, che è qualcosa di ben distinto dall'amore. Analizzò poi questa brutta e terribile passione e trovò che essa consta di orgoglio, di diffidenza di se stessi, e d'invidia; la quale si nutre di amore ad un tempo e di odio, e che fin dai suoi primordi manifesta un andamento ed un aspetto così strano ed anomalo da potersi ritenere viziosa nella sua essenza. Siccome poi molti, anche affetti in leggero grado da gelosia, per l'evidente disordine mentale vengono accolti nei manicomi, egli opina che coloro che da violenta gelosia sono tratti al suicidio e all'omicidio, a molto maggiore ragione debbano essere considerati come pazzi, e giudicati perciò irresponsabili dei loro eccessi.

Il m. e. professor Paolo Mantegazza presentò un lavoro del signor E. Regalia, intitolato: *Contributo allo studio dei chirotteri italiani*. Sono osservazioni e particolarità notate nel *Vesperugo*

Savii; chirottero di cui l'autore potè addomesticare e conservarne vivi alcuni individui. Egli dà la descrizione e le dimensioni delle varie parti del corpo.

Lo stesso prof. Mantegazza comunicò i suoi studi *sulla espressione del dolore, secondo il sesso, l'età, la costituzione individuale e la razza*; indicò le circostanze che rendono maggiore nella donna l'espansione espressiva del dolore; esaminò l'espressione dei dolori fisici dei bambini e il passaggio da questa a quella dei morali, la cessazione del pianto nella virilità e la sua ricomparsa nell'età senile. Citò in seguito esempi, per mostrare le differenze che nella espressione del dolore sono segnate dalla costituzione individuale, la quale non giunge però sempre a dominare o temperare l'espressione del dolore. Da ultimo passò in rivista alcuni fatti ed usi di paesi abitati da razze inferiori, per mostrare che queste per minore sensibilità, per maggiore abitudine a soffrire, per il pregio in cui tengono il coraggio e la fierezza, per l'astensione dagli eccitanti e per l'uso di narcotici hanno e una sensibilità più inerte, e un incitamento a manifestarla ancora più debole che non sia realmente.

Il s. c. prof. Lombroso presentò all'Istituto un suo esame del *cranio di Volta* con osservazioni dei mm. ee. Verga e Cornalia. L'esame fu fatto nel 1874 allorchè vennero esumati i resti del celebre fisico, per trasportarli in apposito nuovo avello. L'autore, dopo una breve descrizione dello scheletro, espose le particolarità del cranio, dandone le misure e confrontandolo con quello di altri sommi italiani. Da questo confronto rileva che la circonferenza cranica del Volta era superata soltanto da quella di Donizetti. La capacità cranica fu riscontrata dal Lombroso superiore a quella di tutti gli illustri italiani; la capacità orbitale e l'arco del foro occipitale eccedenti le medie comuni. Trovò poi che le cifre varie relative al cranio di Volta lo mostrano analogo al tipico romano antico, più che al comasco; e chiuse coll'osservare che taluni caratteri a cui gli antropologhi annettono indizio di inferiorità, trovino contraddizione nel cranio di Volta, come altresì contraddirebbe al fatto il dare esclusiva importanza a talune prominenze in esso osservate.

Il Segretario: G. Carcano.

NOTIZIE DIVERSE

L'incendio di Saint-Genest-Lerpt. — Al *Figaro* telegrafano da Roanne il 23 maggio, che un terribile incendio distrusse la cappella, i dormitorii, l'officina dei restauri e le cucine della colonia penitenziaria di Saint-Genest-Lerpt.

Grazie al coraggio di cui fecero prova i giovani detenuti del penitenziario ed alla intelligente operosità degli abitanti di Cizeron, una parte dello stabilimento potè essere salvato dalle fiamme.

Però, scrive il *Moniteur de la Loire*, i danni sono considerevoli, e si può calcolare che superino i 100,000 franchi.

La causa di questo disastro la si conosce: delle lampade a petrolio rischiaravano i dormitorii tutta la notte; una di esse comunicò ad un trave del soffitto il fuoco, che fece presto ad assumere grandi proporzioni.

Un'isola venduta all'asta pubblica. — I giornali del dipartimento del Varo ci apprendono, scrive il *Journal des Débats*, che l'isola del Levante, una delle tre isole di Hyéres, fu venduta il 21 maggio a Marsiglia, alla pubblica auzione, per il prezzo di 260,150 franchi.

La condanna di un vinaio. — Leggiamo nella *Feuille vinicole de la Gironde* che la quarta Camera della Corte d'appello di Lione confermò testè la condanna di un mese di carcere e di 500 franchi di multa, pronunziata ultimamente contro un mercante di vino di Narbonna che pose in vendita, sulla piazza di Lione, 168 ettolitri di vino adulterato mediante la fucsina.

La filossera in Grecia ed in Portogallo. — Scrivono da Missolungi al giornale *La Palingenesia* di Atene, che i vigneti furono attaccati dalla *filossera*, che va pure facendo gravi danni nei vigneti del Peloponeso.

— Alla *Correspondance Havas* telegrafano da Lisbona il 24 maggio:

La *Phyloxera vastatrix* ha invaso i vigneti del Douro, in Portogallo, ed in un solo circondario, quello di Villa-Read di Fraz-os-Montes, va facendo danni da cinque o sei anni. Però, tanto i viticoltori del Douro, quanto quelli di tutto il paese, non si preoccupano troppo dei danni che può fare la *filossera*. Essi considerano come un rimedio efficace il piantare dieci tralci nuovi per ogni tralcio distrutto dalla malattia, e credono che, così facendo, fra pochi anni la produzione del vino sarà raddoppiata nel Portogallo. Questo risultato, se si raggiungerà, sarà vantaggiosissimo per il paese, poichè dovunque trovansi qui delle terre poco pregiate ed incolte, quantunque sieno ottime per la viticoltura.

Un nuovo nemico dei vigneti. — Il signor Oberlin invia da Beblenheim la seguente comunicazione al *Journal d'Alsace* del 25 maggio:

« Sotto la rubrica *Kientzhei* , il *Journal d'Alsace* parla di un insetto che è comparso nelle vigne di Sigolsheim, e che minaccia forse di diventare dannosissimo pei nostri dintorni.

« Per quanto le mie deboli cognizioni entomologiche mi permisero di giudicarne, io credetti di riconoscere in quel parassita il *coecus vitis (Schilslaus)*, e la mia supposizione fu confermata dal dottore Blankenkorn, al quale io trasmisi per saggio alcuni tralci invasi.

« L'insetto ha la forma di una calotta o di un segmento sferico, misura presso a poco 4 millimetri di diametro e lo si trova nelle screpolature della scorza, aderente, al pari dei molluschi, ai vecchi sarmenti, e specialmente a quelli di due anni. Staccando alcune di queste lumachelle, mediante la lente d'ingrandimento io notai una prodigiosa quantità di uova (da 60 a 80) sotto ogni bestia. Queste uova, esaminate al microscopio, sono di forma elissoidale, ma ad occhio nudo sembrano una polvere bianca.

« Nella collina di Sigolsheim, e precisamente laddove il *coecus vitis* è entrato in campagna, le viti pare che rimangano stazionarie e che non crescano, quantunque il tralcio sia ancora verde e sebbene i germogli siano leggermente gonfi. Questa malattia speciale è forse dovuta alla presenza del *coecus vitis*, o questa bestia trovasi là unicamente perchè si trova nel suo elemento sopra un vegetale ammalato? Uno studio completo delle abitudini dell'insetto è evidentemente necessario per potere rispondere a quella domanda. Io mi limiterò dunque a constatare che la parte del vigneto che è più invasa dal *coecus vitis* è quella che è meglio esposta e nella quale la vegetazione è precoce.

« Per distruggere il *coecus vitis* si raccomanda di spazzolare o di raschiare bene i tralci, ed io credo che il petrolio, applicato mediante un pennello prima che incominci la vegetazione, debba pure dare buoni resultati. »

I pompieri di Parigi. — Da un rapporto presentato dal signor Mathé, a nome della settima Commissione del Consiglio comunale di Parigi, resulta che l'attuale reggimento di zappatori pompieri, che è diviso in due battaglioni, comprende 1498 uomini e 24 figli del reggimento.

Da poco tempo a questa parte degli urgenti miglioramenti furono introdotti nel servizio dei pompieri, ed ora si tratta di stabilire una rete telegrafica, la quale metta in comunicazione fra loro le 90 stazioni e caserme dei zappatori-pompieri della capitale

della Francia, e quindi di adoperare nuovi istrumenti e nuove macchine per il servizio degli incendi, e specialmente delle pompe a vapore.

Ora, le pompe a vapore possedute dal corpo dei pompieri sono cinque, ma una sesta sarà messa a loro disposizione appena terminata l'Esposizione universale, e di qui a due anni la città di Parigi avrà otto o nove pompe a vapore, che basteranno ai suoi bisogni.

Siccome questo aumento di materiale, del pari che la necessità di assicurare il servizio delle nuove stazioni telegrafiche, esigono necessariamente un aumento di personale, il prefetto di polizia propone di aumentare, fino dal 1° giugno prossimo, di 180 zappatori e di 12 sergenti il reggimento dei pompieri, aumento per il quale si prevede una spesa annua di circa 143,600 franchi.

Le Casse di Risparmio in Francia. — Nella seduta che l'Accademia delle scienze morali e politiche tenne a Parigi il 18 corrente, il signor Ippolito Passy presentò e spiegò un quadro di diagrammi eseguito dal sig. A. De Malarcé, e che riassume la storia delle Casse di risparmio in Francia dal 1834 in poi.

Il signor De Malarcé, che contribuì tanto allo sviluppo degli istituti di previdenza e specialmente delle Casse di risparmio scolastiche, con i suoi diagrammi constata:

1° Il numero delle Casse di risparmio, delle loro succursali e degli uffici ausiliari, non che quello delle Casse di risparmio scolastiche istituite soltanto nel 1874, e che nel 1877 erano già in numero di 8,000.

2° La popolazione, l'aumento dello *stock* (da 575 a 915 milioni di franchi), e del numero dei depositari (da 2,100,000 a circa tre milioni di libretti), è tanto più notevole, inquantochè la popolazione della Francia, che era di 38 milioni e 1|3 nel 1869, si trovò ridotta a soli 36 milioni nel 1872, e andò quindi aumentando ancora più lentamente che prima della guerra.

3° La legislazione delle Casse di risparmio. Il signor Passy fece osservare che l'aumento e la riduzione del tasso dell'interesse non esercitarono nessuna influenza sul movimento delle Casse di risparmio; che il pubblico è poco sensibile a quelle variazioni, e che lo è assai di più alle facilità che gli offrono degli uffici più numerosi, aperti più spesso e più a lungo.

1° L'influenza che hanno le crisi, le guerre e le rivoluzioni sul movimento delle Casse di risparmio.

5° E finalmente che, siccome il prezzo medio reale del pane, il cui rincaro suole coincidere con il rincaro delle altre derrate e con il ristagno degli affari, che ha per conseguenza la riduzione delle paghe degli operai, questa ultima causa è quella che esercita la maggiore influenza sul movimento delle Casse di risparmio.

Il quadro di diagrammi eseguito dal signor De Malarcé e presentato all'Accademia, è destinato a figurare nell'Esposizione della Società degli istituti di previdenza.

La Biblioteca della città di Troyes. — Questa biblioteca contiene 60 mila volumi e 2650 manoscritti. Quest'ultima cifra è notevole, in quanto che molte biblioteche, anche delle più importanti di Parigi, non contano un numero eguale di manoscritti. Ora si sta mettendo il numero alle pagine di ciascuno di questi manoscritti, conforme ad una prescrizione del ministero dell'istruzione pubblica di Francia. Inoltre l'Amministrazione della biblioteca ha preso una misura molto utile e commendevole: essa ha fatto iscrivere sopra un registro l'indicazione delle miniature e delle lettere ornate che racchiude ognuna delle pagine manoscritte.

Ciò che prova l'importanza della biblioteca provinciale di Troyes è che il catalogo, che si cominciò a stampare nel 1875, forma diggià quattro volumi per la sezione storica soltanto. Fu nel gennaio del 1874 che il Consiglio municipale, dietro proposta del sindaco di Troyes, ha votato un assegno annuo di duemila franchi, per questo titolo.

La biblioteca di Troyes si trova negli edifici dell'antica Abbazia di Saint-Loup. Per arrivare a prendere i libri posti negli scaffali superiori si fa uso ancora di scale mobili, poste sopra rulli di ottone, che si manovrano difficilmente e danno l'idea di macchine di un'altra età.

Di notevole nella biblioteca v'è pure una interessante collezione di vignette che hanno servito di illustrazione alle pubblicazioni dei romanzi e canzoni di gesta *troyennes* degli ultimi tre secoli, conosciute sotto il nome di *Biblioteca bleu*, e per le quali il municipio ha fatto fare delle vetrine speciali.

Congresso penitenziario internazionale. — Nel 1876 il re di Svezia e Norvegia, in seguito a domanda della Commissione internazionale, ha dato la facoltà di tenere nel 1878 la seconda riunione del Congresso penitenziario internazionale a Stocolma. Dopo d'allora fu deciso che l'apertura avrebbe luogo il 20 agosto e che le sedute si terrebbero nel Palazzo della Nobiltà.

Appena presa questa decisione, ne fu data notizia a tutti i governi dei paesi civili, con invito di farsi rappresentare da uno o più delegati.

La Dieta ha concesso un assegno per le spese che occasionerà questa riunione, come spese di stampa, ecc. I membri del Congresso non avranno a versare che una tenue contribuzione di 10 corone (15 franchi). In cambio l'Amministrazione delle strade ferrate dello Stato è autorizzata a rilasciar loro dei viglietti di andata e ritorno a metà prezzo.

Il Comitato locale di Stocolma, nominato per occuparsi dei preparativi, è incaricato di diramare gli inviti alle persone che all'estero o nei paesi scandinavi si occupano particolarmente della quistione penitenziaria, e di distribuire il regolamento ed il programma delle deliberazioni che sono compilate nelle lingue svedese e francese. Il Comitato ha cercato segretari ed impiegati che conoscano le lingue moderne ed ha messo in opera ogni cura per condurre a buon fine l'impresa ed agevolare i lavori del Congresso. La lingua ufficialmente ammessa sarà la francese.

Movimento navale dello stretto dei Dardanelli. — L'*Osservatore Triestino* del 27 maggio ci apprende che dal 7 al 15 dello stesso mese, provenienti dal Mar Nero e da quello di Azof, passarono per lo stretto dei Dardanelli 152 navi a vela ed 83 piroscafi, vale a dire 235 bastimenti, dei quali 157 erano carichi di grano, 15 di granone e gli altri di merci diverse.

Di quei 235 bastimenti, 108 erano diretti per Marsiglia, 40 per Malta, 8 per Anversa, 2 per Hull, 3 per Dunkerque, 1 per Savona, 6 per Gibilterra, 4 per Livorno, 3 per Nizza, 2 per Napoli, 6 per Messina, 8 per Falmouth, 4 per Venezia, 4 per Castellammare, 9 per Trieste, 1 per Smirne, 2 per Amburgo, 1 per Cagliari, 8 per Genova (tutti in grano), 1 per Fiume, 1 per Brema, 1 per Rotterdam, 2 per Barcellona, 2 per Londra, 1 per Lussin, 2 per Schiedam, 1 per Aberdeen, 1 per Cardiff, 1 per l'Hâvre, 1 per Brest ed 1 per Newdiepp.

Decessi. — Il *Moniteur Universel* del 27 maggio annunzia che il pittore Riesner, il quale prese parte al gran movimento artistico del 1830, è morto in età di 70 anni.

MINISTERO DELLA MARINA

Ufficio centrale meteorologico

Firenze, 28 maggio 1878 (ore 16 35)

Venti del primo e secondo quadrante freschi e forti in molte stazioni della penisola e della Sicilia. Maestrale forte in Sardegna. Mare grosso a Porto Empedocle. Agitato da Venezia alle bocche del Po, a Bari, a Taranto, nello stretto di Messina, al Capo Passaro, nei paraggi di Napoli, nel golfo dell'Asinara e alla Palmaria. Cielo coperto in quasi tutta la penisola. Nuvoloso in Sicilia. Sereno in Sardegna. Piovoso a Venezia, a Firenze e ad Ancona. Pressioni diminuite da 4 a 6 mm. nel nord, nel centro e in gran parte del sud della penisola. Stazionario altrove. Scirocco fresco a Pola, assai forte con mare agitato a Lesina. Nel periodo decorso pioggie assai abbondanti a Moncalieri ed a Domodossola, varie in altre stazioni. Venti di scirocco forti nell'ovest della Sicilia, levante fresco a Bari, levante e tramontana forti a Porto Maurizio. È probabile che i venti girando verso libeccio e maestrale agitino di più anche il Mediterraneo occidentale. Il tempo però comincia a migliorare dal sud al sud-ovest d'Italia.

Osservatorio del Collegio Romano — 28 maggio 1878.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49^{m}, 65.

	7 antim.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	757,1	758,3	759,9	762,6
Termomet. esterno (centigrado)	22,8	25,3	24,7	18,2
Umidità relativa...	52	54	52	84
Umidità assoluta...	10,64	12,87	12,15	13,08
Anemoscopio e vel. orar. media in kil.	O. 7	S. 25	S. 24	S. 8
Stato del cielo........	9. quasi coperto	10. coperto	8. cumuli	0. bello

OSSERVAZIONI DIVERSE

(Dalle 9 pom. del giorno precedente alle 9 pom. del corrente)

Termometro: Massimo = 25,7 C. = 20,6 R. | Minimo = 17,9 C. = 14,3 R.
Pioggia in 24 ore: poche gocce. Verso le ore otto ant. qualche tuono. Barometro fluttuante.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 29 maggio 1878.

VALORI	GODIMENTO	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI		FINE CORRENTE		FINE PROSSIMO		Nominale
				LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	
Rendita Italiana 5 0/0	2° semestre 1878	—	—	79 60	79 55	— —	— —	— —	— —	— —
Detta detta 3 0/0	1° ottobre 1878	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Certificati sul Tesoro 5 0/0	2° trimestre 1878	537 50	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detti Emissione 1860/64	1° aprile 1878	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	85 80
Prestito Romano, Blount	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	83 60
Detto detto Rothschild	1° dicembre 1877	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	87 20
Prestito Nazionale	1° ottobre 1877	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto piccoli pezzi	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto stallonato	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Azioni Regia Cointeressata de'Tabacchi	1° semestre 1878	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	857 —
Obbligazioni dette 6 0/0	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Rendita Austriaca	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Municipio di Roma	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Nazionale Italiana	1° semestre 1878	1000 —	750 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	2030 —
Banca Romana	—	1000 —	1000 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	1185 —
Banca Nazionale Toscana	—	1000 —	700 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Generale	—	500 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	439 —
Società Generale di Credito Mobiliare Italiano	—	500 —	400 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	675 —
Cartelle Credito Fondiario Banco Santo Spirito	1° aprile 1878	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	408 —
Compagnia Fondiaria Italiana	—	250 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Romane	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Meridionali	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Buoni Meridionali 6 per cento (oro)	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	537 50	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Anglo-Romana per l'illuminazione a Gas	1° semestre 1878	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	660 —
Gas di Civitavecchia	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Pio Ostiense	—	430 —	430 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi	90	— —	— —	— —
Marsiglia	90	108 85	108 60	— —
Lione	90	— —	— —	— —
Londra	90	27 33	27 28	— —
Augusta	90	— —	— —	— —
Vienna	90	— —	— —	— —
Trieste	90	— —	— —	— —
Oro, pezzi da 20 lire	— —	21 87	21 85	— —
Sconto di Banca	5 0/0	— —	— —	— —

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti:

5 0/0 - 1° semestre 1878: 81 90 cont.

5 0/0 - 2° semestre 1878: 79 60, 57 1/2 cont.

Prezzi di compensazione: Rendita 81 90, Banca Nazionale 2030, Banca Romana 1185, Banca Generale 439, Tabacchi 857, Mobiliare 675, Gas 660.

Il Deputato di Borsa PIANCIANI.

MUNICIPIO DI FOLIGNO

AVVISO D'ASTA per l'appalto del dazio consumo governativo e comunale del comune chiuso di Foligno e del comune aperto del territorio di detta città.

Premesso che il signor Angelo Barone di Torino, ora residente in Foligno, ha proposto a questo Municipio di prendere in appalto il dazio-consumo alle condizioni qui sotto indicate, qual proposta venne accettata colla clausola che la medesima debba servir di base ad un pubblico incanto, ferma la di lui obbligazione nel caso che non si presentino altri concorrenti all'asta,

Si rende noto che a seguito della deliberazione consigliare del giorno 11 corrente, debitamente approvata dalla competente autorità, il giorno 14 giugno p. v., a ore 10 antimeridiane, si procederà in questa residenza, avanti il sottoscritto R. sindaco, o a chi per esso, agli atti d'incanto ad estinzione di candela per l'appalto suindicato colle norme di cui appresso:

1° L'appalto durerà fino a tutto dicembre 1880, e s'intenderà fatto in quanto al comune chiuso della città a partire dal 1° maggio corrente, ed in quanto al comune aperto del forese a partire dal 1° gennaio 1879.

2° La base dell'incanto è fissata in lire 124,666 66 per gli otto mesi di questo anno, e lire 200,000 annue per gli altri due anni, da pagarsi al Municipio in rate mensili posticipate.

3° Le offerte d'umento su questa base d'asta posta dal signor Angelo Barone non potranno essere minori di lire 50 ognuna: non presentandosi altri offerenti l'appalto rimarrà a lui aggiudicato.

4° La somma che verrà aumentata sulla base d'asta dovrà pagarsi sì per il restante periodo di quest'anno che per ognuno dei due anni successivi.

5° Chi vuole offrire all'incanto dovrà depositare, prima che incominci l'esperimento, lire 6000 in mani del tesoriere comunale.

6° L'aggiudicatario dovrà dare all'atto del contratto una garanzia di lire sessantamila a favore del Municipio o con prima ipoteca su beni stabili situati in questo comune o con cartelle del Debito Pubblico. Per l'ipoteca, nel determinare la capienza dei beni si toglierà dal valore di perizia un terzo del valore stesso se trattasi di fondi rustici, e la metà se trattasi di fabbricati: come pure sul valore corrente delle cartelle al giorno dell'asta si toglierà un decimo.

7° Il tempo utile per presentare la miglioria del ventesimo sul prezzo di delibera è di giorni 15 da quello del primo incanto, e dovrà presentarsi presso questa segreteria municipale.

8° Facendosi luogo ad un secondo incanto se ne fisserà il giorno con nuovo avviso al pubblico.

9° Le spese tutte dell'asta e del contratto saranno a carico del deliberatario; a tale effetto ogni concorrente dovrà prima dell'asta fare un deposito di altre lire 2000 presso il tesoriere comunale per fondo di spese.

10° L'appaltatore riscuoterà il dazio in base delle attuali tariffe governative e comunali e a norma del capitolato che dovrà accettare il giorno della stipulazione del contratto: tal capitolato per norma dei concorrenti starà depositato presso questa segreteria otto giorni prima dell'asta.

Dalla Residenza Municipale, li 23 maggio 1878.

Il Sindaco: S. FRENFANELLI.

2585 *Il Segretario*: L. PALESTINI.

Provincia di Roma — Circondario di Roma

COMUNE DI CAPRANICA PRENESTINA

AVVISO.

Presso gli uffici di questa segreteria comunale, e per giorni 15 dalla data del presente avviso, sono esposti gli atti tecnici relativi al progetto di costruzione della strada comunale obbligatoria che dal piazzale della Peschiera di Capranica Prenestina arriva fino al Fosso della Donzella.

Si invita chi vi ha interesse a prenderne conoscenza ed a presentare entro il detto termine le osservazioni e le eccezioni che avesse a muovere. Queste potranno essere fatte in iscritto od a voce dal segretario comunale (o di chi per esso) in apposito verbale da sottoscriversi dall'opponente, o per esso da due testimoni.

Si avverte inoltre che il progetto in discorso tien luogo di quello prescritto dagli articoli 3, 16 e 23 della legge 25 giugno 1865 sull'espropriazione per causa di pubblica utilità.

Dato a Capranica Prenestina, li 26 maggio 1878.

2575 *Il Sindaco ff.*: A. PELLICCIONI.

REGIA PRETURA
del 2° mandamento di Roma.

Con decreto in data d'oggi il signor pretore del suddetto mandamento ha nominato il signor Bernardo Bergonzini, capo usciere presso il Ministero della Guerra, a curatore dell'eredità giacente del fu Giuseppe Lupo del predefunto Pietro, usciere presso il suddetto Ministero, deceduto in Roma il di 7 novembre 1876.

Roma, 27 maggio 1878.

2577 Il canc. VITTORIO GATTI.

DICHIARAZIONE D'ASSENZA.
(1ª *pubblicazione*)

Sull'istanza della Ditta corrente in Bra sotto la firma Tarditi Filippo e Comp.ª, il tribunale civile d'Alba, con suo decreto quindici corrente mese, delegò il signor pretore di Monforte di Alba per assumere informazioni in ordine all'assenza di Mantello Bartolomeo del fu Carlo, di Monforte d'Alba.

Alba, 25 maggio 1878.

2551 ROLANDO proc.

INTENDENZA DI FINANZA IN AVELLINO

Avviso.

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della rivendita situata nel comune di Candida, assegnata per le leve al magazzino di Avellino, e del presunto reddito lordo di lire 160 73.

La rivendita sarà conferita a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, num. 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico del concessionario.

Avellino, addì 20 maggio 1878.

2570 *L'Intendente*: BACAREDDA.

BANDO IN GRADO DI SESTO.
(2ª *pubblicazione*)

Il cancelliere del R. tribunale civile e correzionale di Frosinone reca a pubblica notizia che nel giorno 21 giugno 1878 avrà luogo nella sala delle udienze di detto tribunale la vendita degli stabili sottodescritti siti in Ferentino e suo territorio.

Lotto I.

1. Casa in contrada Via del Collegio Filettico, in mappa ai nn. 394, 395, 396 e 591, confinante Demanio, via provinciale e Zaccardi.

2. Terreno con casa colonica in contrada S. Nicola o Madonna degli Angeli, in mappa ai nn. 191, 192 e 196, confinanti Salvi, bosco e strada.

3. Orto asciutto in Ferentino, contrada Celle, in mappa al num. 226, confinante bosco, Bernala e strada.

Lotto II.

1. Casa con cortile in via S. Angelo, composta di due vani, in mappa ai numeri 927 e 952, confinanti Rizzi, Ferrante e via provinciale.

2. Bottega in contrada Via Consolare, in mappa al n. 932, confinante De Cesaris, Bella e strada.

3. Casa da cielo a terra in contrada Via S. Andrea, in mappa al num. 211, confinante Rossi, Paciotti e via.

4. Terreno seminativo, alberato, in contrada Tartarone, in mappa sez. 1ª, n. 76, confinante strada, Gabrielli, sorelle De Cesaris e Palladini Ambrogio.

5. Dominio utile di terreno, in contrada Vasciotte, mappa sez. 6ª, n. 530, confinante Musa, Paris e strada.

6. Terreno prativo in contrada Fontana, Buonvino o Maddalena, in mappa sez. 2ª, nn. 52, 67, 68 e 866, confinanti Lolli Ghetti e Giorgi Achille.

La vendita sarà fatta in due distinti lotti, ed in base al prezzo offerto dal signor Francesco Silvi, e cioè: il lotto primo in lire 7743 91, il lotto secondo in lire 7058 33.

Frosinone, 21 maggio 1878.

2564 CARNITI vicecancelliere.

REGIA PRETURA
del 3° mandamento di Roma.

A richiesta del signor Stefano Palmieri, domiciliato elettivamente in piazza Capranica, n. 78, presso il suo procuratore avv. Angelini Rota,

Io sottoscritto ho notificato, a senso dell'articolo 141 Codice procedura civile, al signor Riccardo Sala, d'incognito domicilio, residenza e dimora, l'atto con cui si cita il suddetto Sala a comparire in questa Pretura nella udienza del 21 giugno prossimo futuro, ore 10 antimeridiane, per sentirsi accogliere in ogni sua parte la domanda dall'attore promossa con atto del 23 aprile p. p., usciere Angelotti, con sentenza eseguibile provvisoriamente non ostante appello e senza cauzione.

Roma, 27 maggio 1878.

L'usciere del 3° mand° di Roma

2563 ANDREA MARACCI.

AVVISO.

Il sottoscritto per ogni effetto di legge rende pubblicamente noto ch'egli non riconosce ordinazione alcuna di qualunque specie essa sia fatta dai suoi addetti, dovendo essere l'ordinazione firmata dal sottoscritto, non intendendo di soddisfare quelle che non siano da esso firmate; come ancora si protesta di non riconoscere qualunque atto passivo che i suoi addetti abbiano creato ed avessero a creare per l'azienda dei suoi affari, mentre qualunque operazione relativa a detta azienda è stata e viene pagata a pronta cassa.

Roma, 27 maggio 1878.

2576 RAFFAELE CANDI.

AVVISO.

Illustrissimo signor Presidente del Tribunale di Frosinone,

Il sottoscritto procuratore della signora Francesca Bove vedova Orlandi, domiciliata a Piperno, fa istanza alla S. V. Ill.ma affinchè voglia deputare un perito perchè proceda alla stima dell'immobile descritto nel precetto 23 febbraio 1878 del messo Giuseppe Del Monaco, legalmente autorizzato presso la Pretura di Piperno, fatto ad istanza della suddetta Bove ed a carico del signor Gio. Battista Guidi, nella qualifica di curatore dell'eredità giacente del fu Giuseppe De Paolis, domiciliato a Piperno.

Frosinone, 23 maggio 1878.

2565 ALFONSO avv. JACOUCCI proc.

AVVISO.
(2ª *pubblicazione*).

Nel giorno 12 giugno 1878, innanzi la seconda sezione del tribunale civile di Roma, ad istanza della Cassa dei Depositi e Prestiti dello Stato, in danno dei signori coniugi Anna Maria Azzurri e cav. Francesco Ravioli, si procederà alla vendita giudiziale del seguente fondo:

Porzione di casa in via della Lungara, numeri 157 e 158, distinta nella mappa rione XIII con num. di mappa 1180, composta di piano terreno di due vani e giardino, e primo piano di due vani, per il prezzo di lire 1406 40.

Roma, 8 maggio 1878.

2235 GIUSEPPE MONTEBOVE usciere.

AVVISO.
(2ª *pubblicazione*)

Ill.mi signori Presidente e Giudici del Tribunale civile di Avellino,

Colangelis Teresa, vedova del fu notar Eusebio Vecchiarello, che risiedeva in Mercogliano, nella qualità di madre e tutrice de' suoi figli minori Angela Maria, Chiarina, Settimio, Angelo e Francesco, domanda alle SS. LL. lo svincolo delle lire 850 depositate dal fu suo marito sulla Cassa dei Depositi e Prestiti per cauzione notarile.

Avellino, 29 aprile 1878.

2420 GIUSEPPE MAGGESE proc.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE
della Divisione di Napoli (15ª)

AVVISO D'ASTA.

Si notifica che dovendosi addivenire alla provvista periodica del frumento pei panifici militari dipendenti dalla Divisione di Napoli, nel giorno di lunedì 10 giugno 1878, ad un'ora pomeridiana (tempo medio di Roma), si procederà nell'ufficio di detta Direzione, sito Largo della Croce alla Paggeria, numero 4, primo piano, al relativo pubblico incanto, a partiti segreti, per la provvista di quintali 6000 frumento nostrale del raccolto anno 1877, di qualità eguale al campione esistente presso la suddetta Direzione, e del peso non minore di 76 chilogrammi per ogni ettolitro, ed alle condizioni dei capitoli speciali, in n. 20 lotti di quintali 300 caduno, da introdursi nel mulino erariale delle Sussistenze militari in Aldifreda presso Caserta.

I capitoli d'appalto tanto generali che speciali sono visibili nella suddetta Direzione e presso le altre Direzioni del Regno.

Onde essere ammessi all'asta dovranno gli accorrenti presentare la ricevuta del deposito fatto nella Tesoreria provinciale di Napoli, o in quelle delle città dove hanno sede le Direzioni e Sezioni di Commissariato militare, le quali, come è detto più sotto, sono autorizzate ad accettare partiti.

Tale deposito dovrà corrispondere a lire 600 per ogni lotto, per cui viene fatta offerta, ed essere in moneta legale, od in titoli del Debito Pubblico italiano al portatore, secondo il valore di Borsa del giorno precedente quello del fatto deposito, con avvertenza che tale deposito sarà convertito in definitivo pei deliberatari, a cauzione del contratto.

Le consegne dovranno effettuarsi in 3 rate eguali, la prima nel termine di giorni 10, decorrenti dal giorno successivo a quello dell'avviso d'approvazione del contratto che sarà dato al deliberatario, e le rimanenti due egualmente nel termine di 10 in 10 giorni, con l'intervallo però di giorni 10 dopo l'ultimo giorno del tempo utile tra la prima e la seconda, e così di seguito fra l'una e l'altra consegna sino a totale provvista.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerta per uno o più lotti, i quali saranno deliberati a favore di colui che nella propria offerta avrà proposto un prezzo maggiormente inferiore o pari almeno a quello stabilito nella scheda segreta del Ministero della Guerra, da servire di base all'asta, da aprirsi dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti.

Questi dovranno essere presentati prima che sia aperto l'incanto, dichiarandosi espressamente che dopo non saranno più accettate offerte.

Nell'interesse del servizio, i fatali, ossia termine utile per presentare offerte di ribasso non inferiore al ventesimo, sono fissati a giorni 5 decorribili dalle ore due pomerid. (tempo medio di Roma) del giorno del deliberamento.

I partiti dovranno essere redatti su carta da bollo da L. 1, debitamente firmati e suggellati.

Sarà facoltativo agli aspiranti di presentare i loro partiti suggellati a tutte le Direzioni e Sezioni di Commissariato militare.

Di questi partiti però non si terrà alcun conto se non giungeranno ufficialmente a questa Direzione prima dell'apertura dell'incanto e se non sieno accompagnati dalla ricevuta originale od in copia comprovante il prescritto deposito a cauzione.

Non saranno ammesse le offerte per telegramma.

Le spese tutte degli incanti e del contratto, cioè carta bollata, diritti di segreteria, stampa, pubblicazione degli avvisi d'asta e inserzione dei medesimi nella *Gazzetta Ufficiale*, ed altre relative, sono a carico del deliberatario, come pure sono a suo carico le spese per la tassa di registro, giusta le leggi vigenti.

Napoli, li 27 maggio 1878.

Per detta Direzione
Il Capitano Commissario: SANTORO.

2584

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE
della Divisione di Ancona (10ª)

Avviso di provvisorio deliberamento.

A termini dell'art. 98 del regolamento approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, n. 5852, si notifica che l'appalto per la provvista di

1800 *quintali di frumento nostrale pel panificio militare di Forlì*,
divisi in sei lotti di quintali 300 caduno,

di cui all'avviso d'asta delli 17 corrente, n. 5, venne nell'incanto d'oggi provvisoriamente deliberato al prezzo di lire 31 84 per quintale.

Epperciò il pubblico è diffidato che il termine utile (fatali) per presentare offerte di ribasso non inferiore al ventesimo sul prezzo sopraindicato, scade alle ore 12 meridiane (tempo medio di Roma) del giorno 1º giugno prossimo, spirato il qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Non si terrà alcun conto delle offerte condizionate, o fatte per telegramma, o stese su carta che non sia quella filigranata col bollo ordinario di lira una.

Chiunque in conseguenza intenda fare la suindicata diminuzione del ventesimo deve, all'atto della presentazione della relativa offerta, produrre la ricevuta del deposito prescritto di lire 500 per ciascun lotto, uniformandosi a tutte le prescrizioni portate dal detto avviso d'asta n. 5 del 17 corrente mese.

Ancona, 27 maggio 1878.

Per detta Direzione
Il Tenente Commissario: ROGGERO.

2578

INTENDENZA DI FINANZA IN NOVARA

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento delle seguenti rivendite:

1. Nel comune di Cerrione, assegnata per le leve al magazzino di Biella, e del presunto reddito lordo di lire 398 36.
2. Nel comune di Verrone, assegnata per le leve al magazzino di Biella, e del presunto reddito lordo di lire 144.
3. Nel comune di Valdengo, assegnata per le leve al magazzino di Biella, e del presunto reddito lordo di lire 252 94.
4. Nel comune di Benna, assegnata per le leve al magazzino di Biella, e del presunto reddito lordo di lire 224 03.
5. Nel comune di Gattico, assegnata per le leve al magazzino di Borgomanero, e del presunto reddito lordo di lire 478 40.
6. Nel comune di Falmenta, assegnata per le leve al magazzino di Cannobio, e del presunto reddito lordo di lire 129 14.
7. Nel comune di Spoccia, assegnata per le leve al magazzino di Cannobio, e del presunto reddito lordo di lire 76 13.
8. Nel comune di Cavaglio S. Donnino, assegnata per le leve al magazzino di Cannobio, e del presunto reddito lordo di lire 69 12.
9. Nel comune di S. Maria Maggiore, assegnata per le leve al magazzino di Domodossola, e del presunto reddito lordo di lire 427 11.
10. Nel comune di Pestarena Maccugnaga, assegnata per le leve al magazzino di Domodossola, e del presunto reddito lordo di lire 330 97.
11. Nel comune di Iselle, assegnata per le leve al magazzino di Domodossola, e del presunto reddito lordo di lire 70.
12. Nel comune di Piedimulera, assegnata per le leve al magazzino di Domodossola, e del presunto reddito lordo di lire 553 07.
13. Nel comune di Crodo, assegnata per le leve al magazzino di Domodossola, e del presunto reddito lordo di lire 845 67.
14. Nel comune di Terdobbiate, assegnata per le leve al magazzino di Novara, e del presunto reddito lordo di lire 476 34.
15. Nel comune di Premeno, assegnata per le leve al magazzino di Pallanza, e del presunto reddito lordo di lire 138 05.
16. Nel comune di Cossogno, assegnata per le leve al magazzino di Pallanza, e del presunto reddito lordo di lire 386 75.
17. Nel comune di Salussola n. 2, assegnata per le leve al magazzino di Santhià, e del presunto reddito lordo di lire 410 95.
18. Nel comune di Ferruta, assegnata per le leve al magazzino di Varallo, e del presunto reddito lordo di lire 45 90.
19. Nel comune di Arola, assegnata per le leve al magazzino di Borgomanero, e del presunto reddito lordo di lire 142 87.
20. Nel comune di Sostegno, assegnata per le leve al magazzino di Gattinara, e del presunto reddito lordo di lire 467 68.

Le rivendite saranno conferite a norma del Regio decreto 7 gennaio 1875, n. 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia, e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico dei concessionari.

Novara, il 17 maggio 1878.

2555 L'INTENDENTE.

INTENDENZA DI FINANZA IN NAPOLI

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il dì 22 giugno 1878 alla nomina di ricevitore del lotto al Banco n. 229 nel comune di Gragnano, provincia di Napoli, con l'aggio lordo medio annuale di lire 4154 06.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Intendenza l'occorrente istanza in carta fornita del competente bollo, corredata dei documenti comprovanti i requisiti voluti dall'articolo 135 del regolamento approvato con Reale decreto 24 giugno 1870, n. 5736, oltre la fede di specchietto rilasciata dall'autorità giudiziaria.

Se gli aspiranti sono di una od altre delle categorie indicate nel successivo articolo 136 del suddetto regolamento e dall'articolo 5 del Reale decreto 5 marzo 1874, n. 1843 (Serie 2ª), dovranno provare le loro qualità rispettive.

Gli uni poi e gli altri hanno l'obbligo di dimostrare con documenti tutte le circostanze ed i fatti sui quali appoggiano i titoli del loro concorso.

Si avverte che il cennato Banco è della categoria prima, cioè riservata al concorso dei soli ricevitori del lotto, e che a guarentigia dell'esercizio del Banco medesimo dovrà essere prestata una malleveria in titoli del Debito Pubblico dello Stato per il capitale di lire 4090.

Nell'istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte dal mentovato regolamento sul lotto.

Napoli, addì 22 maggio 1878.

2536 *L'Intendente*: FUMONE.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE della Divisione di Firenze (11ª)

Avviso di deliberamento.

Si notifica che nell'incanto d'oggi è stata provvisoriamente deliberata come infra la provvista di grano nostrale da consegnarsi al Panificio militare di Firenze, e di cui nell'avviso d'asta 15 maggio volgente, cioè:

Quintali	1500	grano	al prezzo di	L. 31 69	il quintale,
Id.	1500	id.	id.	» 31 70	id.
Id.	1500	id.	id.	» 31 94	id.
Id.	1200	id.	id.	» 32 09	id.
Id.	2100	id.	id.	» 32 20	id.
Id.	1200	id.	id.	» 32 44	id.

Chiunque voglia fare un ribasso, non inferiore al ventesimo, sui prezzi suddetti, dovrà presentare la relativa offerta non più tardi del mezzogiorno del primo giugno p. v. (tempo medio di Roma), trascorso qual termine non sarà più accettato alcun partito.

Insieme all'offerta dovrà essere consegnata la ricevuta di deposito della relativa cauzione in ragione di lire 750 cadun lotto di quintali 300, quale deposito dovrà esser fatto in contanti od in titoli di rendita del Debito Pubblico al portatore secondo il valore di Borsa del giorno precedente quello del fatto deposito, fermi restando per tutti gli effetti i patti ed oneri stabiliti coll'avviso d'asta prementovato.

Firenze, 27 maggio 1878.

Per detta Direzione di Commissariato militare
Il Tenente Commissario: P. ALVINO.

2569

ESATTORIA CONSORZIALE DI GENAZZANO

Avviso per vendita coatta d'immobili.

Il sottoscritto esattore fa pubblicamente noto che a ore 9 antimeridiane del giorno 18 giugno 1877, ed occorrendo un secondo e terzo esperimento nei giorni 25 e 28 detto, avrà luogo nel locale della Pretura mandamentale di Genazzano la subasta dell'immobile seguente:

Casa di libera proprietà in Genazzano, nella via della Colonna, di tre piani e tre vani, a confine con i beni dei signori Vannutelli Costantino, Lanzi Angelo e Confraternita del Santissimo Sagramento, segnata in mappa sez. 1ª, part. 160, del reddito di lire 15, valutata a termini dell'art. 663 del Codice di procedura civile a lire 480 55.

L'aggiudicazione verrà fatta al migliore offerente.

Le offerte devono essere garantite da un deposito in denaro corrispondente al 5 0/0 del prezzo come sopra determinato per ciascun immobile. Il deliberatario deve sborsare l'intiero prezzo nei tre giorni successivi all'aggiudicazione, e più pagare le spese d'asta, di registro e contrattuali.

Genazzano, 20 maggio 1878.

Per l'Esattore — *Il Collettore:* E. LUPARELLI.

2567

INTENDENZA DI FINANZA IN TREVISO

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento delle seguenti rivendite di generi di privativa:

N. progressivo	COMUNE	FRAZIONE del Comune	N. d'ordine	MAGAZZINO da cui dipende	Reddito lordo annuo
1	Volpago (1)	Volpago	3	Montebelluna	484 69
2	Spresiano (2)	Via Lovadina	—	Treviso	386 40
3	Refrontolo	Refrontolo	1	Conegliano	100 88
4	S. Fior di Sopra	Via Municipio	1	Conegliano	220 12
5	Asolo (2)	In pertinenze Campo di Pietra	—	Asolo	200 »
6	Salgareda (2)	Contrada Pizzocchera	—	Oderzo	120 88
7	Follina	Piazza di Sotto	1	Vittorio	401 22
8	Salgareda	Viganovo	3	Oderzo	274 50

(1) Cessazione contratto d'appalto col 31 marzo 1878.

(2) Nuova istituzione.

Le rivendite saranno conferite a norma del R. decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data della inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale* e nel foglio d'annunzi della Prefettura, la propria istanza in carta da bollo da centesimi 50, corredata del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti che potessero militare a loro favore.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico dei concessionari.

Treviso, li 27 maggio 1878.

L'Intendente: TURRA.

2587

AMMINISTRAZIONE DEL LOTTO PUBBLICO

DIREZIONE COMPARTIMENTALE DI NAPOLI

AVVISO. Vendita ad asta pubblica di carta fuori d'uso.

In seguito a determinazione del Ministero delle Finanze — Direzione generale delle gabelle — in data 13 maggio 1878, n. 27140-3113, e conforme al parere del Consiglio di Stato, si fa noto che nel giorno 17 giugno p. v., alle ore 12 meridiane, avanti il direttore del lotto in Napoli, o chi per esso, e nel locale di residenza della Direzione posto in via Pallonetto S. Chiara, n. 28, si procederà alla vendita, mediante asta pubblica ad offerte segrete, di carta fuori d'uso del peso approssimativo di quintali 1870, diviso in nove lotti come segue:

Lotto 1° Matrici dell'anno 1866	Quintali	273
Lotto 2° id. id. 1867	»	149
Lotto 3° id. id. 1868	»	242
Lotto 4° id. id. 1869		339
Lotto 5° id. id. 1870		343
Lotto 6° id. id. 1871		310
Lotto 7° Copie giuochi degli anni 1874 e 1875	»	120
Lotto 8° Moduli 41 degli anni 1874 e 1875	»	14
Lotto 9° Stampati diversi dal 1864 al 1875	»	80
	Totale quintali	1870

Le condizioni per la vendita sono stabilite in apposito quaderno d'oneri, del quale gli aspiranti potranno prendere cognizione, in ore d'uffizio, presso la segreteria della Direzione suddetta, ove saranno resi ostensibili i campioni della carta posta in vendita.

Gli aspiranti per essere ammessi all'incanto dovranno previamente depositare nelle mani del direttore che vi presiede una cauzione in denaro o in titoli di rendita dello Stato al portatore ed al prezzo di Borsa negli importi seguenti:

Pel lotto 1° L. 900	Pel lotto 4° L. 1000	Pel lotto 7° L. 400
Pel lotto 2° „ 500	Pel lotto 5° „ 1200	Pel lotto 8° „ 50
Pel lotto 3° „ 800	Pel lotto 6° „ 1000	Pel lotto 9° „ 300

Il tempo utile per presentare le offerte di aumento non minore del ventesimo è di giorni 15 a cominciare dal mezzodì del giorno del deliberamento provvisorio e scade al mezzodì del giorno 2 luglio p. v.

I depositi fatti fra coloro che rimarranno esclusi dall'aggiudicazione verranno immediatamente restituiti.

Avvenuta l'aggiudicazione definitiva il deliberatario dovrà addivenire entro cinque giorni alla stipulazione del relativo contratto, il quale non sarà esecutorio se non dopo l'approvazione del Ministero.

La carta acquistata dovrà essere ritirata e pagata entro cinque giorni dalla data della notificazione dell'approvazione del contratto.

Sono a carico dell'acquirente, in proporzione dell'entità del lotto o dei lotti acquistati, tutte indistintamente le spese inerenti all'incanto ed al contratto, quelle comprese della pesatura, del facchinaggio e del trasporto della carta.

Napoli, dalla Direzione del Lotto, addì 18 maggio 1878.

2571 *Il Segretario Capo:* G. SAVIO.

Provincia di Roma — Circondario di Roma
COMUNE DI LEPRIGNANO

Avviso d'Asta per miglioramento del ventesimo *sull'appalto dei lavori del Cimitero.*

Con atto di oggi, in conseguenza dell'avviso d'asta 10 maggio 1878, inserito nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* dello stesso giorno n. 110, il lavoro del cimitero comunale è stato provvisoriamente aggiudicato all'ingegnere sig. Carlo Santini per la somma di lire 7986 18.

Tanto si deduce a pubblica notizia degli interessati che volessero offrire un ribasso non inferiore al ventesimo del prezzo di provvisoria aggiudicazione i cui termini scadono alle ore dodici meridiane del giorno dodici del futuro mese di giugno.

Le condizioni ulteriori sono le identiche dell'avviso d'asta del 10 maggio corrente.

Leprignano, li 28 maggio 1878.

Il Sindaco: FRANCESCO LAUDI.
Il Segretario: G. avv. MATALONI.

2579

Provincia di Roma — Circondario di Roma
COMUNE DI LEPRIGNANO

Avviso d'Asta per miglioramento del ventesimo *sui lavori delle strade interne.*

Giusta l'avviso d'asta del 10 corrente inserito nella *Gazzetta Ufficiale* dello stesso giorno n. 110, il signor ingegnere Carlo Santini è rimasto aggiudicatario provvisorio dei lavori delle strade interne di questo comune per lire 69,400.

Si prevengono gli interessati che alle ore 5 pomeridiane del giorno 12 giugno venturo scade il tempo utile per presentare l'offerta di ribasso non inferiore al ventesimo del prezzo di provvisoria delibera.

Le condizioni dell'offerta sono quelle dell'avviso d'asta preaccennato.

Leprignano, li 28 maggio 1878.

Il Sindaco: FRANCESCO LAUDI.

2580 *Il Segretario:* G. avv MATALONI.